

*Vers la brouille*  
1872-1874

Nous avons, à différentes reprises et parce qu'elle le méritait, fait l'éloge de la Banque Internationale; mais dans l'intérêt de l'objectivité, il faut aussi faire entendre l'autre son de cloche, surtout quand il s'agit d'expliquer pourquoi tant de gens applaudirent à la création de la Banque Nationale.

Voici comment, à ce sujet, Joseph Servais, frère du Ministre d'Etat — dépité parce qu'il avait été évincé comme administrateur de la B. I. — ne mâche pas ses mots.

Parlant d'abord de l'ajournement de la Chambre, le député de Mersch en souhaite même la dissolution «car avec les députés actuels le pays se jettera petit à petit dans les bras de la Prusse.» «Cependant, ajoute-t-il, avant de prendre le parti de dissoudre la Chambre, je voudrais qu'on eût encore deux ou trois séances pour terminer quelques questions de la plus haute importance pour le pays. Telle est entre autres celle qui concerne la création de la Banque nationale.

«Les grands établissemens industriels du Grand-Duché ont le plus grand intérêt à ce que cette Banque soit établie le plus tôt possible. Aujourd'hui on est trop encore sous la dépendance de Messieurs Augustin et Cie, qui ne se gênent pas de prendre quelquefois aux négociants des 8 et même des 10% comme peut le prouver Mr. Berger par des Billets qu'il a entre ses mains.

«Il faut convenir qu'avec un pareil système, le commerce et l'industrie sont trop rançonnés, et qu'il est de toute nécessité que nous ayons l'argent à des conditions qui nous permettent de vivre comme d'honnêtes gens doivent le faire.»<sup>1)</sup>

Voici comment, de son côté, Emmanuel Servais (dans son Autobiographie, p. 95) a tenté d'expliquer pourquoi il avait été partisan de la création de la Banque Nationale.\*) Bien que ses «convenances», ses «intérêts» et «ses relations avec les administrateurs les plus influents de la Banque Internationale» dussent le rendre peu favorable à l'institution à créer, il porta son concours à cette fondation parce qu'il croyait «qu'elle serait utile au pays sous les mêmes rapports que la Banque Internationale... et que le gouvernement n'aurait pu rejeter la demande en concession, sans blesser l'opinion publique, sans être l'objet d'une suspicion générale. Que parmi les hommes qui s'y intéressaient, il y en ait eu qui n'étaient

---

\*) Comme nous l'apprend J. Anders (Essai sur l'évolution bancaire dans le G.-D. de Luxbg, 1928, p. 47), Fr. Berger avait déjà touché en décembre 1869 Emmanuel Servais pour lui proposer «de faire fonder une banque nationale destinée à favoriser le commerce, l'industrie et l'agriculture du pays et qui se chargerait également de service de caissier de l'Etat.»